

Scooters et apprentis pour lutter contre le chômage à Dreux



Location de scooters, création de CFA, implantation d'entreprises... pour lutter contre le chômage qui touche encore 15,9 % des jeunes de l'arrondissement de Dreux. - Montage photos.

Un accent particulier est mis sur le travail pour les jeunes. Il est en légère baisse. Les partenaires du SPEP veulent confirmer la tendance.

Avec 11.500 demandeurs d'emploi dont 7.386 de catégorie A, l'arrondissement de Dreux ne triomphe pas, en matière d'emploi. Mais Wassim Kamel ne baisse pas les bras et veut donner des signes d'espérance à un bassin qui souffre depuis des années de la désindustrialisation et du manque de qualification de ses habitants.

En arrivant à Dreux, le sous-préfet a trouvé un service public de l'emploi particulièrement organisé et habitué à travailler ensemble. C'est sur ces partenaires que sont La Mission locale, Pôle emploi, Cap emploi, que vont reposer les quatre axes mis en place pour retrouver le chemin de l'emploi.

Parmi les quatre axes arrêtés, hier matin, au cours d'une réunion de tous les partenaires, la lutte contre le chômage des jeunes reste une priorité. « Il y a une légère baisse du pourcentage de jeunes privés d'emploi grâce au développement de l'apprentissage, ils sont 600 actuellement. Grâce aux 80 emplois créés par Intelcia et grâce aux contrats d'avenir. Mais il faut continuer. »

80 emplois en CDD à Poissy sont disponibles

Pour cela, Wassim Kamel annonce des mesures concrètes. « Dès la semaine prochaine, nous proposons des locations de scooters à Brezolles. » Cela n'a l'air de rien mais ces deux-roues peuvent permettre à des jeunes sans permis de conduire de retrouver une mobilité indispensable pour décrocher un job.

L'implantation d'entreprises est l'idéal. Wassim Kamel annonce l'arrivée du KFC avec 50 emplois à la clef, Electro-Dépôt avec cent postes. « Mais nous devons profiter des gisements d'emplois de la zone francilienne. Actuellement, l'usine Renault de Poissy cherche 80 CDD de 18 mois. » Avec un salaire de 1.500 € par mois, c'est de l'avis du sous-préfet, « une solution pour celui qui veut gagner sa vie honnêtement. » Il faut prendre le bus à 3 heures du matin. Une vie d'ouvriers que des générations de Drouais ont vécue. Et il faut bien l'avouer : le sous-préfet constate que les candidats ne se bousculent pas.

Valérie Beaudoin

valerie.beaudoin@centrefrance.com